



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière des 19 et 20 Octobre 2017

Intervention de Michel CHASSIER

Rapport CESER : Point d'étape SRADDT

Messieurs les Présidents, mes chers collègues, mesdames et messieurs les membres du CESER,

Je dois dire que je ne partage pas tout à fait l'enthousiasme des uns et des autres au sujet de ces schémas qui se succèdent et se superposent, sur leur pertinence et sur leur efficacité.

Nous avons tout de même un peu l'impression qu'après la phase d'élaboration et toute la communication qui l'accompagne ce beau schéma est rangé dans les tiroirs, peut-être aujourd'hui quelque part sur le « cloud », même si les grandes thématiques sont évoquées ici et là dans les documents de la Région ou lors des orientations budgétaires.

Il est difficile de faire un point sur la mise en œuvre des objectifs du SRADDT dans la mesure où tous n'étaient pas quantifiés et que par ailleurs il n'existe pas non plus d'outil de suivi.

Il faudrait pour cela établir des indicateurs qui seraient intégrés annuellement au compte rendu d'activités.

Il faudrait aussi se poser la question de savoir si les objectifs de départ étaient pertinents ou s'ils toujours d'actualité. En effet, si le périmètre de notre Région n'a pas changé, nous savons tous que l'environnement a profondément évolué.

On peut regretter d'ailleurs que la dimension interrégionale n'ait pas été davantage prise en compte, y compris sur l'axe ligérien.

Nous devons également être attentifs au maintien d'une vision nationale et cohérente de l'aménagement du territoire, et ne pas tomber dans le travers d'une concurrence exacerbée entre les Régions, dans laquelle nous ne serions certainement pas gagnants.

Il est donc intéressant de passer revue les grandes ambitions du SRADDT pour faire en quelque sorte un point d'étape et tente de mesurer l'impact réel de ce schéma dans notre Région.

Par exemple, passer de 58 000 à 70 000 étudiants, représente un objectif quantitatif global, mais ne nous renseigne pas sur la répartition par filière, sur le taux d'échec en première année, sur le nombre de diplômés qui trouvent un emploi hors Région, ni sur ceux qui ne trouvent pas d'emploi dans leur filière, en raison d'un système d'orientation qui ne tient pas compte des réels débouchés de



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

2, Place Sainte Croix - 45000 ORLEANS

grpfn@grp.regioncentre.fr - fn-regioncentre.fr



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

l'économie.

Sur l'ambition 3 vous mettez en avant la hausse de 2,9% des emplois de l'économie sociale et solidaire, mais ce sont surtout des emplois aidés, alors que les effectifs de l'artisanat ont diminué de 6%

Sur l'ambition 4, il est clair que l'objectif est déconnecté de la réalité et ne prend pas en compte toutes les problématiques de l'agriculture, qui traverse aujourd'hui une crise dont chacun reconnaît qu'elle n'est pas seulement conjoncturelle. Or, le SRADDT ne l'avait nullement anticipé.

Je passerai à l'ambition 6 « devenir la première région de tourisme à vélo », là aussi un objectif trop partiel, à tel point que la part de tourisme dans le PIB régional 4,4% en 2014 nous classait alors au 17^{ème} rang sur 22 régions.

Sur les ambitions 8 à 10, visant l'objectif d'équilibre du territoire, nous avons compris dès le départ que le SRADDT ne permettrait pas de la garantir, et c'est d'ailleurs ce qui avait motivé notre abstention.

Les dispositions de la loi MAPTAM puis de la loi NOTRe n'ont fait au contraire qu'aggraver cette fracture territoriale dont la réalité n'est plus contestée par personne.

Je passe sur l'objectif de construire 130 000 logements d'ici 2020 qui ne sera pas atteint, d'autant plus que les dernières mesures gouvernementales vont réduire la production de logements sociaux, nous avons évoqué hier le zonage du Prêts à Taux Zéro qui risque, si rien ne change, d'exclure après 2018 la quasi-totalité des territoires de la Région, en dehors des deux agglomérations devenues métropoles.

Il n'est pas possible de passer en revue tous les objectifs.

Mais j'évoquerai pour conclure la croissance du PIB de la Région depuis 2008. Dans un récent reportage sur France 2 présentant les écarts de croissance entre les Régions, et qui classait la nôtre parmi celles qui n'ont pas retrouvé leur PIB d'avant la crise de 2008, le chiffre avancé était une baisse de 5,1% entre 2007 et 2014.

Je ne suis pas parvenu à retrouver ce chiffre, l'INSEE indiquant sur une période 2007-2013 une diminution de 0,9 à 1%.

Cela démontre que les leviers dont peut disposer notre collectivité pour infléchir des tendances lourdes, dont les causes dépassent parfois le seul niveau national, demeurent bien modestes, même après les derniers transferts de compétences.

Cela ne signifie pas que notre action soit inutile, mais il est bien évident que seul un changement du paradigme qui régit la politique nationale permettrait d'infléchir certaines évolutions que la quasi-totalité d'entre nous regrettent.

Cela demanderait un peu de courage.

